

Séance ordinaire du 8 septembre 2003

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance ordinaire ce huitième jour du mois de septembre deux mille trois, à dix-neuf heures trente, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Jean-Claude Bouchard, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier formant quorum sous la présidence du maire suppléant Pierre Brochu, membre du Conseil de la Ville.

Est absent : le maire Jean Garon.

Assistent à la séance : Sabin Tremblay, directeur général adjoint et Danielle Bilodeau.

CV-2003-07-49

Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 8 septembre 2003, tel que modifié par le retrait des affaires suivantes :

« 53. Affaires juridiques et Greffe

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement constituant le Comité de circulation de l'arrondissement Desjardins, le Comité de circulation de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Est, le Comité de circulation de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest et la Commission consultative des transports et de la circulation de la Ville
Réf. : ADE-2003-013

54. Affaires juridiques et Greffe

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement constituant la Commission consultative des arts et de la culture »

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-50

Période de questions

Environ 25 personnes assistent à la séance.

Plusieurs personnes posent des questions et émettent des commentaires.

CV-2003-07-51

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville du 18 août 2003

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Ville tenue le 18 août 2003, tel que modifié par l'ajout, à l'en-tête, du nom « Bégin » après le prénom « Simon ».

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-52

Dépôt du procès-verbal des séances du Comité exécutif des 13, 20 et 27 août 2003

Le procès-verbal des séances du Comité exécutif tenues les 13, 20 et 27 août 2003 est déposé.

CV-2003-07-53

Appui à la Ville d'Amqui dans le cadre de l'opposition à l'importation de sols contaminés de déchets toxiques et de pneus usagés et à l'implantation d'incinérateurs de tels déchets

Attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a accordé un permis à la compagnie Bennett Environmental pour construire et opérer un incinérateur de sols contaminés de déchets toxiques à Belledune dans la région de la Baie des Chaleurs pour y brûler éventuellement 100 000 tonnes de déchets toxiques d'ici 2006 (créosote, hydrocarbures et ultérieurement, très probablement de la dioxine) et que l'implantation d'un incinérateur de pneus usagés et autres déchets toxiques y serait également projetée dans un avenir rapproché;

Attendu l'absence de concertation des collectivités concernées et d'audiences publiques dans ce processus;

Attendu l'application souhaitée par les collectivités concernées du principe reconnu de PRÉCAUTION (éviter l'importation plutôt qu'en subir les effets néfastes);

Attendu qu'aucune étude d'impact indépendante n'a été réalisée pour évaluer les risques réels de telles émissions toxiques sur la santé et l'environnement dans la Baie des Chaleurs;

Attendu également qu'aucune étude indépendante évaluant l'impact du mélange de ces substances toxiques avec celles déjà en émission à Belledune n'a été réalisée, Belledune se classant au 7^e rang des villes les plus polluées au Canada;

Attendu l'avis du Collège des médecins de l'Ontario qui a pris position contre tout projet d'incinérateur de déchets toxiques à cause de leur impact néfaste sur la santé, exposant particulièrement aux risques: les enfants, les personnes âgées et handicapées, les femmes enceintes et les bébés allaités;

Attendu les impacts sociaux et les risques environnementaux et de santé publique que génèrent l'importation et l'incinération de ces substances toxiques;

Attendu la mobilité de ces émissions toxiques portées par les vents dans un rayon possible de 100 kilomètres du point de production;

Attendu que le développement de telles industries polluantes mettrait en péril la viabilité et la crédibilité des principales activités socio-économiques de cette région, notamment le récréotourisme et l'agriculture biologique;

Attendu le risque de boycottage, par des industries de transformation, de denrées alimentaires produites dans la Baie des Chaleurs pour cause de risque de toxicité, comme l'a fait la compagnie Parmalat en Ontario refusant de traiter le lait provenant d'une région à proximité d'un incinérateur de déchets toxiques à la demande des consommateurs;

Attendu que la presque totalité des déchets hautement toxiques traités par la compagnie Bennett Environmental proviendrait des États-Unis;

Attendu le principe reconnu du pollueur responsable qui implique que les déchets soient traités chez et par le pays producteur;

Attendu que l'arrivée d'une compagnie à Belledune pourrait ouvrir la porte à une cohorte d'autres compagnies productrices d'émissions polluantes;

Attendu qu'en vertu de l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA), les états ont le pouvoir de s'opposer au transit et à l'importation de telles substances;

Attendu que la compagnie Bennett Environmental a déjà fait l'objet d'une poursuite pour non respect des normes environnementales du Québec et de ce fait, a été condamnée à une amende de 8 000 \$;

Attendu qu'il existe des technologies mobiles autres que l'incinération capables de traiter les déchets toxiques près des lieux contaminés limitant ainsi les dangers occasionnés lors du transport des substances dangereuses;

Attendu que la Ville est soucieuse de la qualité de vie des personnes et du milieu ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-87 ;

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'appuyer le groupe Environnement Vert Plus et les organismes actifs dans ce dossier au Nouveau Brunswick ainsi que les citoyennes et citoyens de la ville d'Amqui et de la Baie des Chaleurs, dans leurs démarches pour stopper l'entrée de déchets dangereux, de sols contaminés, de pneus usagés et éventuellement d'autres produits contaminés, pour fins d'incinération sur le territoire de la Baie des Chaleurs.

De demander aux gouvernements du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Canada d'interdire toute importation de déchets dangereux, de sols contaminés et de pneus usagés pour fins d'incinération en provenance d'un autre pays, d'une autre province ou d'une autre région et d'utiliser, le cas échéant, des technologies mobiles autres que l'incinération.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-54

Présentation d'un mémoire sur le Projet de Loi 9 *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* à la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec

Attendu que la Ville désire exprimer ses inquiétudes et faire connaître sa position devant la Commission de l'aménagement du territoire lors des consultations publiques qui seront tenues concernant le Projet de Loi 9 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'approuver le mémoire sur le Projet de Loi 9 *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités*, tel qu'annexé à la présente résolution et d'autoriser le Maire à le présenter à la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec.

Le Maire suppléant appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier et le maire suppléant Pierre Brochu.

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné, Philippe Laberge et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

CV-2003-07-55

Désignation du membre du Conseil de la Ville Guy Dumoulin au sein de divers comités, commissions et organismes

Attendu que le départ de l'ex-membre du Conseil de la Ville Marc Picard a laissé plusieurs postes vacants pour des représentants la Ville au sein de divers comités, commissions et organismes et que ceux-ci doivent être comblés ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

De désigner Guy Dumoulin, membre du Conseil de la Ville, pour siéger au sein des différents comités, commissions et organismes suivants :

- Centre local de développement de Lévis, en remplacement de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville ;
- Comité de circulation de la Ville, à titre de membre et président en remplacement de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville ;
- Comités de retraite du personnel cadre, des cols blancs et des cols bleus de l'ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome, en remplacement de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville ;
- Commission consultative « Aîné(e)s et Ville », à titre de membre et de président en remplacement du membre du Conseil de la Ville Alain Lemaire ;

- Commission consultative de la culture, des arts et du patrimoine, en remplacement du membre du Conseil de la Ville Pierre Gagné ;
- Commission consultative « Jeunes et Ville », en remplacement de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville,
- Commission consultative sur les loisirs, le sport et la vie communautaire, en remplacement de Marc Picard, ex-membre du Conseil de la Ville ;

De modifier la résolution CV-2003-02-31 « Désignation d'un membre du Conseil d'administration de la Société de transport de Lévis » par l'ajout du nom et des mots suivants « en remplacement du membre du Conseil de la Ville Pierre Brochu ».

Le Maire suppléant appelle le vote :

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Guy Dumoulin, André Hamel, Philippe Laberge, Alain Lemaire et Jocelyn Olivier et le maire suppléant Pierre Brochu..

Ont voté contre : les membres du Conseil Jean-Claude Bouchard, Pierre Gagné et Gilles Lehouillier.

Adoptée à la majorité

CV-2003-07-56

Modification de règlements d'emprunt pour l'émission d'obligations au montant de 15 042 000 \$

[Réf.: FIN-TRE-2003-016](#)

Attendu que la Ville entend émettre une série d'obligations pour un montant de 15 042 000 \$ en vertu des règlements d'emprunt énumérés au tableau combiné préparé par le Service du financement municipal du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir ;

Attendu qu'à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements d'emprunt en vertu desquels ces obligations sont émises ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-61 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De modifier les règlements énumérés au tableau combiné annexé à la présente résolution afin qu'ils soient conformes aux dispositions annexées à celle-ci et ce, pour les montants d'obligations qui y sont indiqués.

D'émettre des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans certains de ces règlements et de prolonger le terme fixé dans certains de ceux-ci, tel que prévu en annexe à la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-57

Financement des honoraires juridiques liés à des litiges antérieurs au 1er janvier 2002

Réf. : [FIN-2003-006](#)

Attendu qu'en vertu de l'article 8 de la Loi 170, les dépenses relatives à toute dette d'une municipalité continuent d'être financées par des revenus provenant exclusivement du territoire de la municipalité ou par les surplus accumulés de cette municipalité ;

Attendu que les coûts relatifs à une contestation judiciaire sont réputés être des dépenses relatives à une dette ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-08-98 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De financer les dépenses survenues en 2003 et relatives à une contestation judiciaire ou à un litige, à l'égard d'événements antérieurs au 1^{er} janvier 2002, par une appropriation équivalente des surplus non spécifiquement appropriés ou réservés des municipalités concernées, jusqu'à concurrence de ces surplus et advenant le cas où le surplus d'une municipalité est insuffisant, d'imputer cette dépense à l'année 2003 et d'ajuster en conséquence la taxe spéciale sur la dette en 2004.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-58

Limite de stationnement sur la rue Wolfe (secteur Lévis)

Réf. : [DAT-GEN-2003-118](#)

Attendu que le comité de circulation de la Ville de Lévis a été saisi d'une demande visant à instaurer une zone de stationnement limité devant l'Anglicane (rue Wolfe, secteur Lévis) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-59 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De limiter le stationnement à 30 minutes sur le côté sud de la rue Wolfe (secteur Lévis) sur une distance de 25 mètres vis-à-vis l'entrée de la billetterie de l'Anglicane.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-59

Octroi de contrat pour la fourniture des services d'ingénieurs requis pour la réalisation de travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le chemin Pintendre (secteur Pintendre)

Réf. : DAT-GEN-2003-101

Attendu que le projet de travaux de réfection des conduites d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le chemin Pintendre (secteur Pintendre) est prévu au programme triennal d'immobilisations;

Attendu l'offre de service de la firme Polytec inc. à qui l'ex-Municipalité de Pintendre avait déjà accordé des contrats relativement à ces travaux ;

Attendu que le contrat pour la fourniture des services d'ingénieurs requis pour la réalisation de ces travaux peut être accordé de gré à gré conformément à la loi ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder à Polytec inc. le contrat pour la confection de plans et devis définitifs, la préparation des documents d'appels d'offres et la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie sur le chemin Pintendre (secteur Pintendre) conformément à son offre de services datée du 25 juin 2003.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-60

Acquisition d'une servitude pour l'émissaire Charny-Sud sur partie des lots 2 288 022, 2 288 035 et 2 288 256 du cadastre du Québec (secteur Saint-Nicolas)

[Réf. : DAT-GEN-2003-140](#)

Attendu qu'une partie des conduites de l'émissaire Charny-Sud doit être installée sur des terrains n'appartenant pas à la Ville et qu'il y a lieu d'obtenir une servitude pour en permettre l'installation et l'entretien;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire

Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

D'acquérir des servitudes permanentes sur partie des lots 2 288 022, 2 288 035 et 2 288 256 du cadastre du Québec telles que décrites par Laurent Beaurivage, arpenteur géomètre, minutes 12 879 et 13 190 et ce, pour y permettre la construction et l'entretien de l'émissaire Charny-Sud, au coût de 10 000 \$, cette dépense à être financée par le règlement d'emprunt RV-2002-00-32, de garantir par ailleurs au propriétaire de ces lots que la Ville assumera les coûts d'interventions sur la conduite qui pourraient être requises lors des travaux de prolongement des rues des Pervenches et de l'Affluent (secteur Saint-Nicolas) et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer tout document à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-61

Stipulations concernant le transport en vrac

Réf. : [RE-2003-013](#)

Attendu que la Ville entend prendre des mesures concrètes pour soutenir les entrepreneurs locaux de camionnage en vrac;

Attendu que «Les Transporteurs en vrac Rive-Sud Inc.» est le seul titulaire du permis émis en vertu de la *Loi sur les transports* pour le territoire de Lévis;

Attendu que la Ville entend permettre à un entrepreneur l'utilisation de ses propres camions;

Attendu que la Ville doit se conformer à des obligations particulières concernant le transport en vrac lors de travaux relatifs à une entente faisant l'objet d'un programme de subvention;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par le conseiller André Hamel

De prescrire que lors de travaux exécutés par la Ville et/ou lorsque les devis de la Ville impliquent le transport des matières en vrac, que les stipulations suivantes soient prévues et respectées:

1. Lors de l'exécution d'un contrat adjugé suite à un appel d'offres sur invitation ou public et de gré à gré relatif à des travaux qui nécessitent le transport de matières en vrac, excluant les travaux de déneigement, l'entrepreneur doit utiliser en tout temps, pour le transport de matériaux en vrac dans une proportion d'au moins 50% en nombre, les camions appartenant à des camionneurs abonnés au service de courtage d'une association détenant un permis de courtage sur le territoire de Lévis, en vertu de la *Loi sur les transports* (L.R.Q., chapitre T-12) pour satisfaire aux besoins en transport de toutes matières visées par la présente clause à l'exclusion des matériaux qui sont transportés au moyen de camions construits pour circuler exclusivement à l'extérieur des chemins publics. Le bureau de courtage doit accorder priorité à ses membres propriétaires de camions résidents ou ayant leur place d'affaires à Lévis et en deuxième lieu aux propriétaires de camions payeurs de taxes à la Ville de Lévis. Cette obligation s'applique au transport de toutes matières en vrac à partir de la source originale et principale. Nonobstant ce qui précède, l'entrepreneur peut utiliser ses propres véhicules pour tous les contrats à l'exclusion des travaux relatifs à une entente sujet à un programme de subvention et ce, jusqu'à un maximum de cinq camions au total avant de faire appel au bureau de courtage.
2. L'entrepreneur qui n'utilise pas ses propres camions pour les cas énoncés au paragraphe 1 doit faire appel aux services des camionneurs abonnés mentionnés au paragraphe 1.
3. Dans le cas des travaux exécutés par la Ville en régie interne, le transport de matières en vrac est effectué en priorité par des camions de la Ville et en cas de besoin, par des camionneurs engagés par l'intermédiaire du titulaire du permis de courtage ayant juridiction sur le territoire de la Ville de Lévis.
4. Lors de l'exécution d'un contrat relatif à des travaux couverts par un programme de subvention, les clauses plus restrictives concernant le transport en vrac selon l'entente que la Ville a signé sont appliquées.

5. L'application des articles 1, 2 et 4 constitue une obligation pour l'entrepreneur à la condition que le poste de courtage puisse fournir les garanties nécessaires pour rencontrer le calendrier proposé par l'entrepreneur et accepté par la Ville. Aux fins des présentes, les garanties exigées d'un poste de courtage par l'entrepreneur ne doivent pas être supérieures à celles exigées de l'entrepreneur par le propriétaire. Si le poste de courtage ne peut fournir les abonnés au service de courtage et les camions requis, il peut s'engager à fournir une proportion moindre à condition d'inscrire dans l'entente le pourcentage convenu, lequel devient minimal pour toute la durée de l'entente. La réponse du bureau de courtage à l'entrepreneur ou aux entrepreneurs doit être identique pour un même projet et doit se faire dans un délai de cinq jours ouvrables.
6. La Ville de Lévis paie au maximum les tarifs courants établis par le ministère des Transports pour le transport de matières en vrac, pour le transport de sel et de calcium et pour le transport de neige et de glace lors de l'adjudication des contrats.

et de remplacer la ou les résolutions des ex-villes concernant le transport de matières en vrac par la présente résolution.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-62

Octroi de contrat pour la fourniture d'un camion-citerne pour la Direction du service de la sécurité incendie

[Réf. : RE-EM-2003-014](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant la fourniture d'un camion-citerne de 2 500 gallons pour la Direction du Service de la sécurité incendie ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-60 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel

Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'accorder le contrat pour la fourniture d'un camion-citerne de 2 500 gallons à Équipements d'incendie Levasseur inc., au prix de 236 721,45 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission et d'autoriser le chef du Service des équipements motorisés à signer tous les documents nécessaires aux transactions, conditionnellement à l'approbation du Règlement RV-2003-01-35 décrétant l'acquisition de véhicules, de machineries et d'équipements ainsi qu'un emprunt par le Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-63

Octroi de contrat pour la réalisation des travaux de réfection de la 12^e , 13^e , 14^e et 16^e Rue ainsi que de la 2^e Avenue du secteur Saint-Rédempteur

[Réf. : RE-GEN-2003-141](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant les travaux de réfection de certaines rues du secteur Saint-Rédempteur ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder le contrat pour les travaux de réfection de la 12^e, 13^e (1^{ère} à 3^e Avenue), 14^e et 16^e Rue ainsi que la 2^e Avenue (secteur Saint-Rédempteur), à Henri Labbé & Fils inc., selon l'option 1, aux prix unitaires mentionnés à sa soumission, pour une dépense estimée à 830 498,99 \$, taxes incluses, conformément au devis et à sa soumission et ce, conditionnellement à la signature du protocole d'entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant les subventions à être versées pour la réalisation de ces travaux.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-64

Protocoles d'entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant les subventions à être versées pour les projets de réfection de la rue des Pionniers (secteur Saint-Rédempteur), de raccordement des réseaux d'aqueduc des secteurs Charny et Sainte-Hélène-de-Breakeyville, de construction du bassin de régulation des eaux de lavage à l'usine Desjardins et de réfection de la chambre de réduction de pression côte Rochette

[Réf. : RE-GEN-2003-142](#)

Attendu que certains projets inscrits au Programme d'infrastructures Québec/Municipalités dont la confirmation de l'octroi d'une subvention a été reçue, nécessitent la conclusion d'un protocole d'entente avec le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir ;

Attendu que ces projets doivent être finalisés avant la saison hivernale ;

Attendu que des protocoles d'entente seront transmis sous peu par le ministère ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

Appuyé par le conseiller André Hamel

D'autoriser le Maire et la Greffière à signer les protocoles d'entente à intervenir avec le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir concernant des subventions à être versées pour la réalisation des projets suivants :

- réfection de rues, projet des Pionniers (secteur Saint-Rédempteur), phase III ;
- raccordement des réseaux d'aqueduc des secteurs Charny et Sainte-Hélène-de-Breakeyville ;
- construction du bassin de régulation des eaux de lavage à l'usine Desjardins et réfection de la chambre de réduction de pression côte Rochette ;

incluant les termes et conditions habituellement prévus à ce type de protocole d'entente.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-65

Modification des conditions de travail de deux cadres du Service des travaux publics pour le projet de construction des lieux d'élimination de neige

[Réf. : RE-GEN-2003-143](#)

Attendu que l'aménagement des lieux d'élimination de neige revêt un caractère d'urgence ;

Attendu que la Ville dispose de l'expertise nécessaire pour réaliser ces travaux ;

Attendu que la réalisation de ces travaux en régie permet de réaliser des économies appréciables ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

De modifier comme suit les conditions de travail des personnes suivantes pour une période n'excédant pas le 19 décembre 2003 pour permettre la construction des lieux d'élimination de neige:

- d'accorder une prime hebdomadaire à Étienne Boisvert, coordonnateur du Service des travaux publics à l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, de 291,30 \$ en contrepartie de l'exigence d'être en poste 50 heures semaine ;
- d'accorder une prime de 10% à Pierre Ouellet, contremaître du Service des travaux publics de l'arrondissement Les Chutes-de-la-Chaudière-Ouest, pour assumer les responsabilités d'un coordonnateur ;

et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer la lettre d'entente à intervenir avec l'Association des cadres de la nouvelle Ville de Lévis à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-66

Octroi de contrat pour la fourniture du service de nettoyage des puisards et des conduites

[Réf. : RE-TP- 2003-049](#)

Attendu que des soumissions ont été demandées concernant le nettoyage des puisards et conduites pour les années 2003, 2004 et 2005 ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder les contrats suivants pour la fourniture du service de nettoyage des puisards et des conduites pour une période de trois ans:

Section « A » nettoyage des puisards

- à Drainamar inc., aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense totale estimée à 122 984,73 \$, taxes incluses ;

Section « B » nettoyage des conduites

- à Maxivac Environnement inc., aux prix unitaires mentionnés dans sa soumission, pour une dépense totale estimée à 357 654,28 \$, taxes incluses ;

et ce, conformément au devis et à leur soumission.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-67 modifiée par CV-2003-10-67

Financement de projets d'intervention dans les parcs et modification à la résolution CV-2003-05-18 « Financement des projets d'intervention dans les parcs »

Réf. : [DVC-EQR-2003-016](#), [DVC-EQR-2003-017](#) et [DVC-EQR-2003-018](#)

Attendu que la Ville ne dispose pas de plan directeur des parcs, espaces verts et équipements récréatifs ;

Attendu qu'une liste de projets a cependant été préparée concernant plusieurs secteurs de la Ville et que des ressources financières pour fins d'amélioration des parcs sont disponibles pour ceux-ci ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

De financer les projets d'intervention dans les parcs de certains secteurs de la Ville et apparaissant aux numéros 15 et 16 du tableau annexé à la fiche de prise de décision DVC-EQR-2003-016, selon le mode de financement indiqué à celui-ci.

De financer également le projet d'intervention dans le parc de l'école Champagnat décrit au tableau annexé à la fiche de prise de décision DVC-EQR-2003-018, selon le mode de financement indiqué à celui-ci.

De modifier la résolution CV-2003-05-18 « Financement des projets d'intervention dans les parcs » afin de prévoir que le projet de mise aux normes des équipements de jeux (blocs psychomoteurs) du parc Quatre-Saisons (secteur Saint-Jean-Chrysostome) soit plutôt financé comme suit :

- 1) 29 750 \$ fonds parcs, nouvelle Ville de Lévis
- 2) 20 250 \$ fonds parcs, ex-Ville de Saint-Jean-Chrysostome.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-68

Fermeture temporaire de rues pour le transport des bers de la marina de Lévis

Réf. : [POL-2003-058](#)

Attendu le transport des bers et remorques de bateaux réalisé en mai dernier sur le terrain du centre de ski de fond Grandes Prairies (secteur Saint-Romuald) de manière à accroître l'espace de stationnement disponible à la marina de Lévis ;

Attendu que le retour de ces équipements à la marina de Lévis nécessite une fermeture séquentielle de certaines rues ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De fermer les rues suivantes de façon séquentielle les 14 et 28 septembre 2003 :

- du stationnement du centre de ski de fonds Grandes Prairies situé sur la 4^e Rue à la 4^e Avenue, de 8h30 à 8h45;
- de la 4^e Avenue au boulevard de la Rive-Sud, de 8h55 à 9h10 ;
- du boulevard de la Rive-Sud à la rue Saint-Laurent (marina), de 9h25 à 9h45 ;

et ce, pour permettre le transport des bers du stationnement du centre de ski de fond Grande Prairie situé sur la 4^e Rue (secteur Saint-Romuald) à la marina de Lévis, sous escorte policière.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-69

Dépôt du certificat d'enregistrement pour les règlements suivants :

- **Règlement RV-2003-01-32 décrétant l'aménagement d'un lieu d'élimination de neige sur la route Lagueux (secteur Saint-Nicolas), l'acquisition d'un terrain ainsi qu'un emprunt**
- **Règlement RV-2003-01-33 décrétant la fermeture du dépôt de matériaux secs du site de l'incinérateur ainsi qu'un emprunt**
- **Règlement RV-2003-01-35 décrétant l'acquisition de véhicules, de machineries et d'équipements ainsi qu'un emprunt**

Le certificat d'enregistrement concernant les règlements RV-2003-01-32, RV-2003-01-33 et RV-2003-01-35 est déposé.

CV-2003-07-70

Retrait du Projet de règlement modifiant le Règlement 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson) et du Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson)

Réf. : [DAT-URB-2003-188](#)

Attendu les commentaires émis lors de l'assemblée publique de consultation tenue par le Conseil de la Ville le 14 juillet 2003 sur le Projet de règlement modifiant le Règlement 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue Bisson) ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné
Appuyé par le conseiller Guy Dumoulin

De retirer le Projet de règlement modifiant le Règlement 251-89 – Plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Romuald adopté par la résolution CV-2003-05-48 ainsi que le Projet de règlement modifiant le Règlement 273-90 sur le zonage de l’ex-Ville de Saint-Romuald adopté par la résolution CV-2003-05-50.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-07-71

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l’ex-Municipalité de Pintendre (omnibus)

[Réf. : DAT-URB-2003-187](#)

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l’ex-Municipalité de Pintendre.

Ce règlement a pour objets :

- de définir les mots « patio » et « terrasse »;
- de réduire de 2 mètres à 1,5 mètre la distance minimale à respecter entre une pergola, un kiosque, un patio ou une terrasse et toute ligne de terrain;
- d’autoriser pour tous les bâtiments la construction d’un escalier fermé dans les cours et les marges de recul latérales à une distance d’au moins 1,5 mètre des lignes de terrain;
- d’augmenter à 2 le nombre maximal d’étages des bâtiments dans les zones agricoles 146 A, 205 A, 213 A, 215 A et 218 A;
- d’augmenter à 9 mètres la hauteur en mètres maximale des bâtiments dans les zones agricoles 146 A, 205 A, 213 A, 215 A et 218 A;
- d’autoriser les usages « 3280 - Atelier d’usinage » et « 6498 - Service de soudure » dans la zone 125.1C;
- d’agrandir la zone 114 M à même une partie de la zone 111 R pour y inclure notamment l’immeuble sis au 846, chemin Pintendre, afin de permettre la relocalisation d’un commerce de produits artisanaux dans cet immeuble.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-72

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l’ex-Municipalité de Pintendre (omnibus)

[Réf. : DAT-URB-2003-187](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-72 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 577 de l'ex-Municipalité de Pintendre.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-73

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (rues du Hêtre et de l'Aréna)

[Réf. : DAT-URB-2003-169](#)

Le conseiller Philippe Laberge donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le Règlement numéro 482 - Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon pour agrandir l'affectation « résidentielle moyenne densité » à même l'affectation « commerciale et de services ».

De plus, le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-74

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (rues du Hêtre et de l'Aréna)

[Réf. : DAT-URB-2003-169](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-73 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-75

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (rues du Hêtre et de l'Aréna)

[Réf. : DAT-URB-2003-169](#)

Le conseiller Philippe Laberge donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon pour agrandir la zone résidentielle Rb-4 à même la zone commerciale Cb-17 pour y permettre la réalisation d'un projet domiciliaire pour des bâtiments de six logements ainsi que la diminution de la zone tampon de 30 à 10 mètres.

De plus, le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-76

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (rues du Hêtre et de l'Aréna)

[Réf. : DAT-URB-2003-169](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-73 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-77

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (superficie minimale de plancher, boulevard de la Rive-Sud)

[Réf. : DAT-URB-2003-186](#)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Ce règlement a pour objets :

- de créer la zone Cb 67-02 à même une partie de la zone Cb 67-01;
- de prescrire dans la zone Cb 67-02 des usages et des normes d'implantation identiques à ceux actuellement prescrits sur les terrains situés dans cette nouvelle zone, à l'exception des normes relatives à la superficie minimale de plancher au sol des bâtiments, en permettant que cette superficie minimale soit de 250 m² au lieu de

500 m², sauf pour une station-service et un poste de taxi dont la superficie minimale est fixée à 65 m² et pour un poste d'essence dont la superficie minimale est fixée à 23 m². ;

- de modifier le tableau 9.3 de l'article 9.3.1 relatif à la largeur de l'écran tampon obligatoire afin d'y prévoir la nouvelle zone Cb 67-02 en remplacement de la partie sud de la zone Cb 67-01;
- de modifier le paragraphe i) de l'article 10.1.3 relatif aux accès aux aires de stationnement, afin de prescrire pour les terrains situés en bordure du boulevard de la Rive-Sud compris dans la nouvelle zone Cb 67-02 des normes identiques aux normes prescrites pour la zone Cb 67-01.

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-78

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis (superficie minimale de plancher, boulevard de la Rive-Sud)
[Réf. : DAT-URB-2003-186](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-74 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Guy Dumoulin
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 234 de l'ex-Ville de Lévis.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-79

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 511 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (rue de l'Anse)
[Réf. : DAT-URB-2003-158](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 511 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur.

Ce règlement a pour objet de modifier le Règlement numéro 511 - Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur par l'agrandissement de l'affectation « résidentielle forte densité » à même une partie de l'affectation « parc ».

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-80

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 511 – Plan d’urbanisme de l’ex-Ville de Saint-Rédempteur (rue de l’Anse)

[Réf. : DAT-URB-2003-158](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D’adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 511 – Plan d’urbanisme de l’ex- Ville de Saint-Rédempteur.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-07-81

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l’ex-Ville de Saint-Rédempteur (rue de l’Anse)

[Réf. : DAT-URB-2003-158](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l’ex-Ville de Saint-Rédempteur.

Ce règlement a pour objet de modifier le Règlement de zonage numéro 520 de l’ex- Ville de Saint-Rédempteur pour l’agrandissement de la zone H-211 à même le territoire des zones H-209, P-212 et C-217.

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-82

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l’ex-Ville de Saint-Rédempteur (rue de l’Anse)

[Réf. : DAT-URB-2003-158](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D’adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 520 de l’ex- Ville de Saint-Rédempteur.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-07-83

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (stockage extérieur)

[Réf. : DAT-URB-2003-190](#)

La conseillère Béatrice Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de modifier le tableau VI de l'article 183 pour fixer les normes relatives au stockage extérieur pour la zone In-619.

De plus, la conseillère Béatrice Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-84

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (stockage extérieur)

[Réf. : DAT-URB-2003-190](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-85

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-097](#)

Le conseiller Philippe Laberge donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d'urbanisme de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le Plan d'affectation du sol (planche 4.2) par l'agrandissement de l'affectation *Commerciale et de services mixtes* sur le lot 164-173 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon à même l'affectation *Commerciale et de services*.

De plus, le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-86

Adoption du Projet de Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-097](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Béatrice Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

D’adopter le Projet de Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-07-87

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-097](#)

Le conseiller le conseiller Philippe Laberge donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le plan de zonage 2 / 2 par l’agrandissement de la zone Cm-5 à même une partie de la zone Cb-11 afin d’englober le lot 164-173 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon.

De plus, le conseiller Philippe Laberge demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-88

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-097](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D’adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-07-89**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (domaine des Châtelets)**

[Réf. : DAT-URB-2003-200](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le Plan d’affectation du sol (planche 4.2) par l’agrandissement de l’affectation *Résidentielle faible densité* à même l’affectation *Expansion urbaine* afin de permettre le prolongement du développement résidentiel dans le secteur du « domaine des Châtelets ».

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-90**Adoption du Projet de Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (domaine des Châtelets)**

[Réf. : DAT-URB-2003-200](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D’adopter le Projet de Règlement modifiant le Règlement numéro 482 – Plan d’urbanisme de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-07-91**Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (domaine des Châtelets)**

[Réf. : DAT-URB-2003-200](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu’il sera soumis lors d’une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l’ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Ce règlement a pour objet de modifier le plan de zonage 2 / 2 afin d’agrandir les zones Ra-42 et Ra-48 à même une partie de la zone Ra-35 contiguë à ces zones et pour créer la zone Ra-50 à même une partie de la zone Ra-35.

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-92

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon (domaine des Châtelets)

[Réf. : DAT-URB-2003-200](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur

Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 513 de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-93

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 093 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-094](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 093 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de modifier la *carte II: Grandes affectations du sol et équipements communautaires* de l'article 31 afin de modifier de *Commercial* à *Résidentiel 50 à 85 log. / ha* l'affectation du sol du terrain situé à l'intersection de la route du Pont et de la rue Laure-Conan et de l'exclure de l'aire pouvant faire l'objet d'un programme particulier d'urbanisme en bordure de la route 116.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-94

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 093 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-094](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement sur le plan d'urbanisme numéro 093 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-95

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-094](#)

La conseillère Anne Ladouceur donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Ce règlement a pour objet de :

- modifier le *tableau I : Usages et bâtiments principaux permis, par zone* de l'article 10 afin de retirer la zone C-253;
- de modifier le *tableau II : Normes d'implantation des bâtiments principaux, par zone* afin de retirer la zone C-253 ainsi que les notes 2, 3, 4 et 5 s'y rapportant et apparaissant au bas de la page concernée.

De plus, la conseillère Anne Ladouceur demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-96

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas (résidences multifamiliales)

[Réf. : DAT-URB-2003-094](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement de zonage numéro 094 de l'ex-Ville de Saint-Nicolas.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-97

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (matériaux de revêtement extérieur)

[Réf. : DAT-URB-2003-191](#)

La conseillère Isabelle Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur.

Ce règlement a pour objet de modifier les normes relatives aux matériaux de revêtement extérieur pour les bâtiments principaux situés dans la zone H-414 en enlevant l'obligation de revêtir tous les murs extérieurs de brique ou d'un mélange de 80% de brique et de 20% d'agrégat, à l'exception des fondations, des ouvertures, des moulures, des fenêtres et des blocs de verre.

De plus, la conseillère Isabelle Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-07-98

Adoption du Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur (matériaux de revêtement extérieur)

[Réf. : DAT-URB-2003-191](#)

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'adopter le Projet de règlement modifiant le Règlement numéro 520 concernant le zonage de l'ex-Ville de Saint-Rédempteur.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-07-99

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement sur l'entretien d'hiver de la route Monseigneur-Bourget (secteur Pintendre)

[Réf. : AGR-AFJ-2003-023](#)

Le conseiller Jeannot Demers donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement sur l'entretien d'hiver de la route Monseigneur-Bourget (secteur Pintendre).

Ce règlement a pour objet de décréter qu'une partie de la route Monseigneur-Bourget (secteur Pintendre) ne fait pas l'objet d'entretien d'hiver entre le 15 novembre et le 30 avril de chaque année.

De plus, le conseiller Jeannot Demers demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-08-00

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement sur l'entretien d'hiver de la route du Centre (secteur Saint-Jean-Chrysostome)

[Réf. : AGR-AFJ-2003-023](#)

La conseillère Danielle Roy Marinelli donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement sur l'entretien d'hiver de la route du Centre (secteur Saint-Jean-Chrysostome).

Ce règlement a pour objet de décréter que la route du Centre (secteur St-Jean-Chrysostome) ne fait pas l'objet d'entretien d'hiver entre le 15 novembre et le 30 avril de chaque année.

De plus, la conseillère Danielle Roy Marinelli demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-08-01

Avis de motion et demande de dispense de lecture du Règlement décrétant l'acquisition, à des fins industrielles, des lots 63-6 et 66-7-P du cadastre de la paroisse Saint-Joseph (parc industriel Lauzon, secteur Lévis)

Le conseiller André Hamel donne avis qu'il sera soumis lors d'une prochaine séance le Règlement décrétant l'acquisition, à des fins industrielles, des lots 63-6 et 66-7-P du cadastre de la paroisse Saint-Joseph.

Ce règlement a pour objet de décréter l'acquisition à l'amiable, à des fins industrielles, d'une partie des lots 63-6 et 66-7-P du cadastre de la paroisse Saint-Joseph (parc industriel Lauzon, secteur Lévis).

De plus, le conseiller André Hamel demande la dispense de lecture du règlement puisque la Greffière a remis à chacun des membres de ce Conseil présents une copie du projet de règlement.

CV-2003-08-02

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald (rue de l'Etchemin, secteur Saint-Romuald)

[Réf. : DAT-URB-2003-203](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald a été demandée lors de la séance tenue le 14 juillet 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-75 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Gagné

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-36 modifiant le Règlement numéro 251-89 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Saint-Romuald et d'adopter ce règlement sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-06-89.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-08-03

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 127 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis (rue de l'Etchemin, secteur Lévis)

Réf. : [DAT-URB-2003-203](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement numéro 127 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis a été demandée lors de la séance tenue le 14 juillet 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-75 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-37 modifiant le Règlement numéro 127 – Plan d'urbanisme de l'ex-Ville de Lévis et d'adopter ce règlement, sans changement par rapport au Projet de règlement adopté par la résolution CV-2003-06-91.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-08-04

Adoption et dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement RV-2002-00-26 décrétant des travaux de transformation de l'usine de traitement d'eau du secteur Charny ainsi qu'un emprunt

Réf. : [AGR-AFJ-2003-031](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement modifiant le Règlement RV-2002-00-26 décrétant des travaux de transformation de l'usine de traitement d'eau du secteur Charny ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 18 août 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-83 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par le conseiller Jocelyn Olivier

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-38 modifiant le Règlement RV-2002-00-26 décrétant des travaux de transformation de l'usine de traitement d'eau du secteur Charny ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-08-05

Adoption et dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux à la conduite d'aqueduc et aux équipements mécaniques pour le raccordement du réseau d'aqueduc du secteur Charny à celui du secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville et l'acquisition de lots pour la construction d'un poste de surpression ainsi qu'un emprunt

[Réf.: AGR-AFJ-2003-031](#)

Attendu que la dispense de lecture du Règlement décrétant des travaux à la conduite d'aqueduc et aux équipements mécaniques pour le raccordement du réseau d'aqueduc du secteur Charny à celui du secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville et l'acquisition de lots pour la construction d'un poste de surpression ainsi qu'un emprunt, a été demandée lors de la séance tenue le 18 août 2003, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2003-09-83 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Olivier
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder la dispense de lecture du Règlement RV-2003-01-39 décrétant des travaux à la conduite d'aqueduc et aux équipements mécaniques pour le raccordement du réseau d'aqueduc du secteur Charny à celui du secteur Sainte-Hélène-de-Breakeyville et l'acquisition de lots pour la construction d'un poste de surpression ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2003-08-06

Maintien de la Financière agricole dans l'arrondissement Desjardins

Attendu l'importance du maintien de la Financière agricole dans Lévis ;

Attendu l'incidence importante sur la consommation par ses employés dans le vieux-Lévis ;

Attendu les efforts de revitalisation faits par la Ville et soutenus de façon admirable par le Comité de revalorisation au cours des 10 dernières années ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

De demander au conseil d'administration de la Régie des assurances agricoles de maintenir la Financière agricole dans l'arrondissement Desjardins et de transmettre copie de la présente résolution à Carole Théberge, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches et députée de Lévis et au conseil d'administration de la Financière agricole.

CV-2003-08-07

Retrait de la proposition « Maintien de la Financière agricole dans l’arrondissement Desjardins »

Il est proposé par le conseiller Jean-Claude Bouchard
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

De retirer la proposition « Maintien de la Financière agricole dans l’arrondissement Desjardins ».

Adoptée à l’unanimité

CV-2003-08-08

Période d’intervention des membres du Conseil

Un membre du Conseil de la Ville prend la parole.

CV-2003-08-09

Période de questions

Deux personnes prennent la parole et émettent des commentaires.

CV-2003-08-10

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Jeannot Demers

De lever la séance à 22h00.

Adoptée à l’unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière
